

MINISTÈRE DE LA JUSTICE
ET DES LIBERTÉS

ÉCOLE NATIONALE
DE LA MAGISTRATURE

CONCOURS ou EXAMEN* : 1^{er} concours

DATE : Mercredi 8 Juin 2016

LA MAGISTRATURE

ou d'y mettre un signe quelconque

connus comme les

tion de paternité

deux

PARTIE RÉSERVÉE AU JURY

N° de dossier du candidat :

00424

NOTE

19,5/20

Le candidat ne doit rien écrire dans la partie réservée au jury. IL NE DOIT PAS SIGNER SA COMPOSITION

NOMBRE DE FEUILLES INTERCALAIRES :

4

COMPOSITION DE : Cas pratique de droit civil.

Certifié exact.

LE MAGISTRAT OU FONCTIONNAIRE
CHARGÉ DE LA SURVEILLANCE
(signature)



Il est interdit aux candidats de signer

juridictionnelle- Sur le foMonsieurfondpaternité.

Vers d'un séjour en Bretagne en 2004, les époux Dupont ont rencontré la famille Petit, dont Jean. Celui-ci affirme avoir eu des relations avec Madame Dupont lors de ce séjour. Les époux Dupont ont eu en 2005 et 2006 deux enfants, Pierre et Paul. En 2011, Jean Petit se déclare être le père de Paul et souhaite faire reconnaître sa

Question n°1: Que peut faire Paul pour voir reconnaître sa paternité sur Paul?

- Sur la filiation de Paul

Paul a déjà deux parents: les époux Dupont. En effet, selon l'article 312 du Code Civil "L'enfant conçu ou né pendant le mariage a pour père le mari". Ainsi, si l'enfant a été conçu pendant le mariage, en dehors d'une séparation de corps ou de fait, le mari de la mère sera présumé père de l'enfant.

En l'espèce, les époux Dupont se sont mariés en 2001 et Paul est né le 1^{er} février 2005. Il ne ressort pas des faits qu'une séparation a eu lieu durant la période de procréation de Paul. En l'espèce, l'établissement de la filiation s'est établi en vertu du principe "pater

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque

is est " et les époux Dupont sont reconnus comme les parents de Paul.

- Sur la possibilité de l'action en contestation de paternité

Au regard de la situation de Paul, reconnu par ses deux parents, Monsieur Dupont peut-il agir en contestation de paternité ? A t-il qualité à le faire ?

L'article 333 du Code Civil, précise que " lorsque la possession d'état est conforme au titre, seuls peuvent agir l'enfant, l'un de ses père et mère ou celui qui se prétend le parent véritable ".

En l'espèce, la filiation de Paul est établie par un titre et par une possession d'état de Monsieur Dupont. Il ne ressort pas des faits de précisions suffisantes pour contester cette possession. Ainsi, seul Paul, les époux Dupont et Jean Petit, qui se déclare être le père biologique peuvent intenter une action en contestation.

Monsieur Petit a donc qualité à agir au regard de l'article 333 du Code Civil. Les parents ne pourront s'opposer à cette contestation.

Question n°2 : Le fondement de l'action et la compétence

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque

Juridictionnelle

- Sur le fondement de l'action

Monsieur souhaite faire reconnaître sa paternité, sur quel fondement peut-il le faire ?

Selon l'alinéa 2 de l'article 332 du Code Civil, "la paternité peut être contestée en rapportant la preuve que le mari ou l'auteur de la reconnaissance n'est pas le père".

En l'espèce, il ressort des faits que Madame Dupont et Monsieur Petit ont eu des relations dès l'été 2004. Les faits ne permettent pas de savoir si ces relations ont duré par la suite. Cependant, à la naissance de Paul, Madame Dupont avait déclaré à Monsieur Petit qu'il était le père de Paul, né en 2005. Monsieur Petit ayant pu produire diverses attestations de proches déclarant l'existence des relations entre Madame Dupont et lui-même, Monsieur Petit semble pouvoir se fonder sur l'article 332 pour intenter son action, en prouvant que Monsieur Dupont n'est pas le père de Paul.

- Sur la compétence juridictionnelle

Devant quelle juridiction devra-t-il agir ?

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque.

Concernant la compétence matérielle, l'article 318-1 du Code civil prévoit que "le tribunal de grande instance, statuant en matière civile, est seul compétent pour connaître des actions relatives à la filiation".

En l'espèce, l'action a bien pour objet la filiation de Paul, le tribunal compétent sera celui du Tribunal de Grande instance.

Concernant la compétence territoriale, le Code de procédure civile prévoit à son article 1070, la compétence du juge aux affaires familiales du lieu de résidence du parent avec lequel résident habituellement les enfants mineurs.

Ainsi, Monsieur Petit devra agir devant le Tribunal de Grande Instance de la ville où est domicilié Paul.

Question n°3: Concernant les moyens de défense des époux Dupont.

- Sur la prescription de l'action

En l'espèce, Paul est né le 1^{er} février 2005 et

et l'assignation le 1^{er} juin 2011. La question est de savoir si l'action n'est pas prescrite ?

L'alinéa 2 de l'article 333 du Code Civil, entré en vigueur le 1^{er} juillet 2006 précise que l'action se prescrit par 5 ans. L'ordonnance du 4 juillet 2005, à son article 20 déclare que "sous réserve des décisions de justice passées en force de chose jugée, la présente ordonnance est applicable aux enfants nés avant comme après son entrée en vigueur". Selon la jurisprudence du 27 février 2013 de la première chambre civile de la Cour de Cassation, l'ordonnance étant entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2006, le délai de cinq ans court à compter de cette date.

Ainsi, Paul étant né avant la loi, celle-ci s'applique. Entre le 1^{er} juillet 2006 et le 1^{er} juin 2011, date de l'assignation, le délai de 5 ans n'est pas atteint. Monsieur PETIT avait en effet jusqu'au 1^{er} juillet 2011 pour agir en contestation de paternité.

Le moyen soulevé par Monsieur et Madame Dupont ne sera donc pas recevable.

- Sur l'article 8 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme

L'article 8 de la Convention Européenne des Droits de

ECOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE

FEUILLE INTERCALAIRE N° 2

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque.

L'Homme prévoit le "droit au respect de la vie privée et familiale. Toute personne a droit au respect de sa vie privée et familiale, de son domicile et de sa correspondance".

En l'espèce, les parents pensent invoquer une atteinte au respect de la vie privée de l'enfant, reconnu comme le fils de Monsieur Dupont depuis sa naissance et le frère de Pierre également. La reconnaissance de paternité de Monsieur Petit pourrait en effet être une atteinte au respect de sa vie familiale. Agé de 5 ans, il paraît délicat de toujours solliciter le jeune Paul pour avoir son avis sur le sujet. La question est donc de savoir si l'intérêt de l'enfant commande qu'il connaisse ses origines biologique au détriment de sa vie familiale déjà établie.

Un arrêt de la Cour Européenne des droits de l'homme du 14 janvier 2015, l'arrêt Mandet contre France a répondu à la question par l'affirmative. La contestation en paternité, quand bien même l'enfant aurait déjà une filiation établie corroborée d'une possession d'état, n'est pas contraire à l'intérêt de l'enfant et à l'article 8 de la Convention. La Cour Européenne, dans cet arrêt place la vérité biologique

au-dessus de la vérité sociologique.

Ainsi, le moyen soulevé par la famille Dupont, concernant la violation de l'article 8 de la CEDH, ne semble pas pouvoir être retenu en l'espèce.

Question n°4: Sur les conséquences de la paternité de Monsieur Petit.

Après une expertise biologique, la paternité de Monsieur Petit est affirmée. Il est le père de Paul. Il souhaite ainsi obtenir des droits et notamment un exercice conjoint de l'autorité parentale, un droit de visite et d'hébergement et un changement de nom. Les époux Dupont contestent ces demandes en vertu de l'intérêt de l'enfant.

L'article 331 du Code Civil précise qu'en cas d'action en contestation, "le tribunal statue, s'il y a lieu, sur l'exercice de l'autorité parentale, la contribution à l'entretien et à l'éducation de l'enfant et à l'attribution du nom".

- Sur l'exercice de l'autorité parentale de Monsieur Petit

Monsieur Petit peut-il exercer l'autorité parentale sur Paul ?

ECOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE

FEUILLE INTERCALAIRE N° 3

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque.

Selon l'article 372 du Code Civil "les père et mère exercent en commun l'autorité parentale". Ainsi, en l'espèce, Monsieur Petit, reconnu comme père biologique de l'enfant s'est vu attribuer les droits et obligations qui s'attachent à ce titre, à savoir l'autorité parentale et ce de manière rétroactive. Il est considéré comme le père de l'enfant, depuis la naissance de Paul.

Cependant, selon l'article 337 du Code Civil "lorsqu'il accueille l'action en contestation, le tribunal peut, dans l'intérêt de l'enfant, fixer les modalités des relations de celui-ci avec la personne qui l'élevait".

Ainsi, Monsieur Duyont peut se voir préserver certains des droits qu'il avait sur Paul, et pourra notamment solliciter des dommages et intérêts depuis une jurisprudence constante (TGI Laëz, 5 Mars 1974).

L'exercice de l'autorité parentale de Monsieur Petit répondra aux exigences posées par les règles de l'autorité parentale exercée par des parents séparés, soit par les articles 373-2 et suivants du Code Civil. Les époux Duyont seront cependant pris en compte dans leur demande de prise en compte de l'intérêt de

l'enfant. Toutes les décisions prises en la matière seront réalisées dans l'intérêt de Paul, qui est en l'espèce particulièrement jeune.

- Sur les droits de visite et d'hébergement

Monsieur Petit pourra-t-il obtenir des droits de visites et d'hébergement ?

L'article 373-2 en son alinéa 2 du Code civil prévoit que "chaque des père et mère doit maintenir des relations personnelles avec l'enfant et respecter les liens de celui-ci avec l'autre parent".

Au regard de son autorité parentale, Monsieur Petit pourra solliciter du juge aux affaires familiales un aménagement afin d'avoir des liens avec son fils qui pourront se traduire par des droits de visites et d'hébergement.

Plus encore, il est précisé à l'alinéa 2 de l'article 373-2-1 du Code civil qu'en cas d'exercice de l'autorité parentale par un seul parent, "l'exercice du droit de visite et d'hébergement ne peut être refusé à l'autre parent que pour des motifs graves".

En l'espèce, il ressort des faits que Madame Dupont confiait ses enfants à Monsieur Petit, notamment au cours de l'été 2011. Cela permet d'affirmer une certaine confiance établie entre Madame Dupont et Monsieur Petit ne relevant pas de danger particulier pour l'enfant.

ECOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE

FEUILLE INTERCALAIRE N° 4

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque.

Ainsi, les droits de visites et d'hébergement pourront être accordés à Monsieur Petit.

- Sur le changement de nom de Paul

Il découle de l'article 331 du Code Civil qu'un changement de nom est possible suite à une contestation de paternité.

Un avis de la Cour de Cassation précise cependant que le juge est compétent pour statuer "sur l'attribution du nom de l'enfant en cas de désaccord entre les parents et peut décider, en considération de l'ensemble des intérêts en présence et plus particulièrement de celui supérieur de l'enfant, soit de la substitution du nom du parent à l'égard duquel la filiation a été établie, soit de l'adjonction de l'un des noms à l'autre" (Avis du 13 septembre 2010).

Ainsi, Paul pourra désormais avoir le nom de Dupont-Petit ou de Petit ou de Dupont en fonction de son intérêt.

Il peut-être tout de même intéressant de préciser que la Cour Européenne des Droits de l'Homme dans son arrêt Mandet contre France du 14 janvier

2016 n'a pas hésité à considérer qu'il n'était pas contraire à l'article 8 de la CEDH d'avoir imposé le changement de nom à l'enfant dont la filiation avait été modifiée.

Pour conclure, l'action de Paul est recevable dans son ensemble. Après l'expertise biologique, son autorité parentale pourra être établie et le juge pourra ordonner les conséquences nécessaires. Cependant, le juge devra faire prévaloir l'intérêt de l'enfant avant tout. Au regard de son jeune âge, des droits de visite pour établir un lien semble pertinent sans troubler son équilibre familial, à la différence d'un droit d'hébergement.